

Entre COVID-19 et crises humanitaires: lequel choisir?

Karl Blanchet

Professeur en Santé Publique Humanitaire

Directeur du Centre d'Enseignement et de Recherche en Action Humanitaire de Genève (CERAH)
et Co-Directeur d'InZone (Higher Education for Refugees)

Il est évident que la réponse à la pandémie du COVID-19 a été la priorité essentielle de tous les gouvernements du monde. Cette semaine, plus de 5,880 cas ont été confirmés en Afrique, mais nous pensons tous, et notamment le Dr Tedros, Directeur Dénéral de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), que ce chiffre ne représente pas la réalité du terrain, car le nombre de cas est sous-déclaré en raison de l'absence de test systématique des cas suspects.

Tandis que la pandémie est en train de progresser partout dans le monde, nous craignons que les pays dont les systèmes de santé sont plus faibles aient des difficultés à mettre en place les procédures et les services appropriés. Selon le Haut Comité aux Réfugiés, parmi les 100 pays touchés aujourd'hui par le virus, 30 d'entre eux ont une population de réfugiés de plus de 20 000 personnes. Les informations récentes reçues de deux camps de réfugiés, l'un au Kenya et l'autre en Jordanie, indiquent que les camps sont fermés et que toute entrée ou sortie est limitée. L'accès à l'eau potable a été réduit en raison de la diminution du nombre de réservoirs d'eau entrant dans le camp. Les populations réfugiées n'ont pas reçu d'informations adéquates de la part des autorités sur les mesures à mettre en place pour réduire la transmission. Cette situation démontre réellement la lenteur de la mise en place des préparatifs en cours dans les lieux à haut risque potentiels, où les populations sont surpeuplées, où l'hygiène et les conditions de vie sont difficiles et où l'accès à l'eau et au savon est devenu difficile.

D'une certaine manière, des pays comme ceux d'Afrique ont eu le temps de mettre en place les bonnes mesures pour prévenir la transmission, détecter les cas et gérer les cas confirmés. À la suite de la progression de la pandémie de la Chine vers l'Europe, nous aurions pu penser que les autres pays du monde seraient prêts à réagir. Cela ne semble pas être le cas dans tous les pays et pour chaque groupe de population. Il est grand temps que les populations déplacées et réfugiées à l'intérieur ou à l'extérieur des camps reçoivent des informations pertinentes et fondées sur les mesures de prévention et bénéficient de services de soutien appropriés en cas de suspicion de cas.

Les organisations humanitaires peuvent jouer un rôle clé en soutenant les autorités nationales. Comme pour toute pandémie, le temps est un facteur essentiel. C'est exactement la plus-value des réponses humanitaires : la capacité à déployer les bonnes ressources et l'expertise appropriée aux bons endroits. L'une des principales stratégies efficaces utilisées en Chine et dans les pays européens a été la création d'hôpitaux de campagne pour le triage des cas. Les organisations humanitaires ont beaucoup d'expérience dans ce domaine et pourraient en construire dans les pays vulnérables afin de prendre une longueur d'avance.

Redéfinir les priorités

Les organisations humanitaires ainsi que les gouvernements doivent redistribuer leur personnel de santé et reporter certaines des interventions sanitaires qui ne sont pas essentielles. Il est crucial que les activités ne se poursuivent pas comme d'habitude. Les gouvernements et les organisations humanitaires doivent rapidement mener un effort de priorité pour reporter certaines des activités afin de pouvoir réaffecter le personnel à la détection et à la gestion des cas et garantir la prestation des services de santé essentiels. Par exemple, les patients en soins chroniques tels que les

diabétiques ou les séropositifs devraient recevoir au moins 30 jours de médicaments et s'isoler ensuite chez eux.

Protéger le personnel de santé

Il est également du devoir des gouvernements et ses organisations humanitaires d'avoir comme priorité de protéger le personnel de santé qui sont en contact avec des patients suspectés de COVID-19 en fournissant des équipements de protection individuelle. Cela signifie qu'il faut commander en masse le matériel adéquat. Pour les pays africains, le fait de faire partie de la "troisième vague" du virus présente l'avantage de disposer de plus de temps pour se préparer à la pandémie. Mais cela signifie également que toutes les commandes mondiales (en particulier les respirateurs et les masques) sont d'abord destinées aux pays actuellement les plus touchés. Des kits d'équipement de protection individuelle (EPI) ont été prédisposés par l'OMS pour faciliter la gestion des 100 premiers cas dans les pays prioritaires. Il sera très difficile d'avoir accès à un grand nombre d'EPI. Il est important d'être très transparent avec les travailleurs de la santé sur le risque potentiel qu'ils encourent en cas de pénurie d'EPI. Il est important que le secteur privé contribue à l'effort collectif en augmentant d'urgence leur production.

Prévention

Prévenir, détecter et gérer sont les trois piliers de la stratégie de santé publique pour lutter contre la pandémie. Nous savons que la distanciation sociale est très efficace pour éviter la propagation du virus. Cela signifie qu'il faut éviter toute activité de rassemblement de masse et respecter une distance de deux mètres entre les individus. À ce jour, aucune information n'a été fournie aux réfugiés vivant dans les camps et les rumeurs ne sont pas du tout gérées. Comme nous le savons maintenant, le lavage des mains est une mesure très efficace pour contrôler la transmission du virus, mais dans de nombreux camps de réfugiés, bidonvilles et villages éloignés, l'eau courante et le savon ne sont pas disponibles. Il est urgent d'installer des stations d'eau avec du savon dans tous les endroits surpeuplés. Les informations factuelles sur les mesures de prévention doivent être clairement expliquées à tous en faisant appel aux travailleurs communautaires, aux ONG locales et aux médias locaux.

Détecter et gérer les cas

Une priorité essentielle de la gestion des cas est le dépistage. Cependant, cela nécessite d'avoir accès aux tests, qui sont actuellement alloués en priorité aux pays les plus touchés. La mise en place d'une campagne de dépistage nécessite des protocoles clairs ainsi que des services de laboratoire et de triage. De nombreux pays tels que la Chine, la France et la Suisse ont créé des hôpitaux de triage de terrain à l'entrée des hôpitaux principaux pour séparer les cas confirmés des cas suspects. Les grandes organisations humanitaires disposent de stocks d'hôpitaux de campagne qui peuvent être rapidement déployés sur les sites. La gestion des cas graves dans les unités de soins intensifs (USI) nécessite notamment l'utilisation de ventilateurs, dont la pénurie est dramatique à l'heure actuelle. Nous nous attendons également à ce que les gouvernements donnent la priorité à leurs propres populations avant de proposer des services aux populations réfugiées. Il s'agit d'un véritable problème des droits de l'homme, qui doit être évité en faisant pression sur les politiciens et en soutenant l'action des ministères de la santé pour inclure les populations réfugiées dans leurs plans de couverture.

L'heure est à la collaboration internationale et non au nationalisme égoïste

Les interdictions de voyager et la fermeture des frontières sont une préoccupation pour la poursuite des opérations humanitaires dans les crises les plus graves comme au Yémen et en Syrie.

Nous constatons autour de nous une grande solidarité entre voisins et citoyens, avec une large reconnaissance de l'importance du personnel de santé dans notre société. La montée du nationalisme et du protectionnisme est toutefois préoccupante à un moment où nous avons besoin d'une coopération internationale pour que chacun puisse faire face à la situation. Les crises humanitaires ne s'arrêtent pas en cas de pandémie. De nombreux pays subiront un double fardeau et la solidarité internationale sera le seul moyen pour les populations touchées de survivre.